

A woman in a yellow shirt and patterned skirt carries a large sack of chickens on her back and another chicken in her hand. She is walking on a dirt path overlooking a lake. The background shows a cloudy sky and distant hills.

International Alert.

TRAVERSÉES

Sur la voie de la paix

À propos d'International Alert

International Alert aide les populations à trouver des solutions pacifiques aux conflits.

Nous sommes l'une des principales organisations de consolidation de la paix au monde et nous bénéficions de près de 30 ans d'expérience dans ce domaine.

Nous travaillons avec les populations locales dans le monde entier et nous les aidons à bâtir la paix. Nous conseillons également les gouvernements, les organisations et les entreprises sur la façon dont leurs politiques et leurs activités peuvent soutenir la paix.

Nous privilégions les questions ayant une influence sur la paix telles que la gouvernance, l'économie, les rapports de genre, le développement social, le changement climatique, ainsi que le rôle des entreprises et des organisations internationales dans des régions à haut risque.

www.international-alert.org

International Alert tient à exprimer sa reconnaissance à ses donateurs stratégiques pour leur soutien : le ministère britannique du Développement international et de la Coopération (UKAID), l'Agence suédoise de développement international, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et le ministère irlandais des Affaires étrangères et du Commerce. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles d'International Alert et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de nos bailleurs de fonds.

© International Alert 2015

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, archivée dans un moteur de recherche ou diffusée par quelque procédé que ce soit, sans autorisation.

Photos © Carol Allen-Storey pour International Alert. Maquette par D.R.ink, www.d-r-ink.com

TRAVERSÉES

Sur la voie de la paix

Financé par:



THE WORLD BANK

À propos de cet essai photographique

En ce temps où les regards internationaux se tournent à nouveau vers l'est de la République démocratique du Congo (RDC), cet essai photographique offre une brève, mais non moins captivante plongée dans les vies de petits commerçants transfrontaliers de la région des Grands Lacs. Selon notre étude de 2012 intitulée *Marcher dans l'obscurité : le commerce informel transfrontalier dans la région des Grands Lacs*, au moins 45 000 petits commerçants vivent du commerce transfrontalier à l'est de la RDC. Les trois quarts sont des femmes, qui, malgré les troubles et l'insécurité qui règnent dans cette région, maintiennent à flot l'économie locale en assurant l'approvisionnement en produits de base et leur propre survie.

Depuis 2009, International Alert œuvre à renforcer l'émancipation économique des femmes et à bâtir la confiance de chaque côté de la frontière dans cette région longtemps déchirée par les conflits violents, où les tensions demeurent fortes. En 2013, nous avons chargé Carol Allen-Storey, photographe au talent reconnu et récompensé, et le chercheur indépendant Alexis Bouvy, de partir enquêter dans l'est de la RDC sur l'importance du commerce transfrontalier pour la survie des populations locales et de son pouvoir de transformation en nous racontant le quotidien de petits commerçants originaires de la RDC, ainsi que du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda.

Remerciements

Cet essai photographique existe grâce au financement de l'Union européenne, du gouvernement de la Suède, du ministère norvégien des Affaires étrangères et de la Banque mondiale.

Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont pris part à ce projet, et tout particulièrement les commerçants transfrontaliers dont les portraits et récits sont présentés dans ce travail.

Si l'éruption du volcan Nyiragongo en 2002 ne dura qu'une journée, elle provoqua néanmoins la destruction de 15 % de la ville de Goma et mit des dizaines de milliers de personnes à la rue.
GOMA, DRC



La défaite militaire du groupe rebelle M23 à la fin de l'année 2013 faisait entrevoir une lueur d'espoir : l'est de la RDC serait sur la voie de la paix. Quoique complètement compréhensible, cet optimisme négligeait le fait que de nombreux groupes armés continuaient de contrôler de vastes zones dans la région, générant ainsi de l'insécurité et du danger pour des habitants sans défense. Environ deux millions de citoyens congolais du Nord et Sud-Kivu ont été déplacés ; des centaines de milliers d'autres se sont réfugiés dans les pays limitrophes.

Cette insécurité, qui est fortement liée à l'incapacité du gouvernement à gouverner efficacement ce vaste État, a laissé des millions de personnes sans aucun accès aux services les plus élémentaires, tels que l'éducation et la santé.

La vie suit toutefois son cours malgré les conflits. Les populations continuent de commercer de chaque côté de la frontière, en espérant qu'un jour la paix régnera. C'est l'histoire de cet espoir commun que relate cet essai photographique.

Une marchande de charbon transportant un sac de plus de 100 kg au marché de Goma. PETITE BARRIÈRE, GOMA, RDC



En 2012, Alert mena une étude sur les dynamiques du petit commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs afin de comprendre comment l'amélioration de ce commerce pourrait contribuer aux bonnes relations de voisinage, à la paix et à la sécurité.

Ces travaux révélèrent les abus et les tracasseries dont les petits commerçants sont systématiquement victimes aux frontières, notamment l'obligation de payer des taxes illégales. Ces commerçants sont incapables de développer leur commerce par méconnaissance de leurs droits, par manque d'organisation et d'accès à l'information, et par un accès extrêmement réduit aux marchés et à la capitale.

Nous leur proposons ainsi des formations, aussi bien qu'aux douaniers, nous plaidons en faveur d'un changement de politique, nous diffusons des informations par le biais d'émissions de radio, nous les aidons à adhérer à des coopératives et nous facilitons le dialogue entre les commerçants, les agents aux frontières et les autorités. Les commerçants des quatre frontières où nos actions sont en cours ont déjà constaté une réduction des tracasseries, pouvant atteindre jusqu'à 60 % dans certains cas.

Des commerçants transfrontaliers, pliant sous le poids de leur lourde cargaison, se rendent dans un village haut perché dans les collines afin de vendre leurs marchandises au marché.

FRONTIÈRE DE RUSIZI, BUKAVU, RDC



La guerre, ajoutée à une mauvaise gouvernance, a eu des conséquences dévastatrices sur l'économie locale en RDC. Les quartiers populaires, où la majorité de la population urbaine réside, sont des bidonvilles construits à partir de planches et de tôles. Les perspectives d'emploi sont rares dans un tel cadre. Se procurer les produits de première nécessité pour subvenir aux besoins de sa famille représente un combat de tous les jours ; la survie de dizaines de milliers de petits commerçants dépend principalement des frontières.

« Il n'y a pas de travail ici au Congo, déclare Papa Debaba, un commerçant transfrontalier congolais. Si nous faisons des efforts pour démarrer une petite activité commerciale transfrontalière, c'est uniquement pour assurer le minimum vital quotidien pour nous et nos foyers. »

Maman Bahati vend de la farine de manioc, du riz et des haricots depuis 20 ans. Cette Congolaise de 57 ans et mère de six enfants est maintenant présidente du comité du marché Nguba à Bukavu, dans l'est de la RDC.

Il y a quinze ans, son mari tomba malade et dut quitter son poste d'infirmier en raison d'une maladie du système nerveux. Depuis, Maman Bahati assume la charge de sa famille : elle nourrit les enfants, paie les frais de scolarité, fournit les vêtements et les soins médicaux. Elle n'a toutefois pas toujours été commerçante ; elle a travaillé pendant 17 ans comme institutrice. « Ma vocation c'était l'enseignement, dit-elle, mais lorsque les enseignants ont cessé d'être payés, j'ai dû arrêter. » Elle démarra son activité avec 150 dollars que lui avait donnés son mari ; vingt ans plus tard, cet argent continue de faire vivre la famille. « Si j'ai choisi de vendre des produits alimentaires, c'est que personne ne peut passer une journée sans manger ; résultat, j'ai toujours des clients, explique-t-elle. »

Une commerçante ajuste son « tonga »
pour charger un sac de charbon.
MARCHÉ DE MBUGANGARI, GISENYI,
RWANDA



Dada Dorcas, 24 ans, a quitté l'école pour travailler dans le commerce transfrontalier. Elle fut contrainte de s'arrêter en quatrième année de secondaire, car sa famille n'avait plus les moyens de payer sa scolarité. À 20 ans, elle commença à aider ses parents financièrement et à contribuer à l'entretien de ses 12 frères et sœurs. Son père, charpentier de profession, lui donna 60 dollars pour commencer son commerce d'œufs. Depuis, chaque semaine, Dorcas vend ses œufs pour six à neuf francs congolais, assise par terre devant son petit étal au marché de Nyawera à Bukavu, dans l'est de la RDC. Avec ce qu'elle gagne, elle aide son père à fournir l'ugali quotidien (un plat à base de manioc bouilli et pilé ou de farine de maïs) et les haricots pour sa famille. Il y a trois ans, elle est parvenue à économiser suffisamment pour acheter un cochon que sa grand-mère élève dans son village au Sud-Kivu, utilisant les revenus de la vente des porcelets pour accroître le capital de Dada Dorcas.

« Les œufs sont des produits fragiles. Ils se cassent facilement et, à la saison sèche, peuvent tourner à la chaleur, dit Dada Dorcas (sur la gauche). »
**ÉTAL DU MARCHÉ DE NYAWERA,
BUKAVU, RDC**



« La frontière est comme un champ où tout le monde récolte, y compris les fonctionnaires », explique Jerry Shungu, directeur d'APIBA, une organisation non gouvernementale (ONG) locale de soutien aux commerçantes. C'est aussi un lieu étrange d'une effervescence sociale exceptionnelle qui donne à voir le spectacle quotidien de la condition humaine, de 6 heures à 18 heures. Une multitude d'agents aux frontières congolais encercle les bureaux des douanes. Ces agents généralement crient, arrêtent, haranguent, poussent et attrapent les gens qui franchissent la frontière, à plus forte raison ceux transportant de grosses quantités de marchandises.

À Goma dans l'est de la RDC, au poste de frontière appelé « la Petite Barrière », il arrive que les agents aux frontières emploient occasionnellement des civils pour percevoir les taxes à leur place. Une association de transporteurs taxe ainsi les commerçants de Goma. « Certains de ces individus peuvent être vraiment brutaux. Ils patrouillent les quartiers autour de la frontière, et s'ils voient quiconque transporter des marchandises, ils les confisquent et exigent un paiement en contrepartie. Si vous refusez, ils vous emmènent dans les ruelles à l'abri des regards et vous intimident, raconte Maman Chantal, une marchande de haricots rwandaise. »

Un agent de la police des frontières congolaise inspecte avec soin les « jetons » (laissez-passer) d'une jeune Rwandaise et de sa fille.

PETITE BARRIÈRE, GOMA, RDC



« Il y a beaucoup de brutalité et de tracasseries à la frontière, confirme Maman Bahati. Les agents ne pensent qu'à l'argent. Il faut toujours discuter et négocier. Si vous refusez de payer, ils risquent de vous en vouloir. Et au prochain passage, vous vous exposez à des problèmes supplémentaires, explique-t-elle. Ce n'est vraiment pas simple de traverser la frontière tous les jours. C'est physiquement et moralement épuisant. »

Pour s'en sortir, les commerçants ont l'impression qu'ils n'ont pas d'autre choix que d'éviter les taxes et de franchir la frontière clandestinement. D'autres décident de payer celles qu'on appelle les « Chora Chora », des femmes qui dissimulent la marchandise dans leurs vêtements et bénéficient de petits arrangements avec des agents aux frontières complices.

Un agent de police aux frontières, appuyé sur la barrière du pont de frontière Rusizi 1 entre la RDC et le Rwanda.
BUKAVU, RDC



Maman Soki se souvient comme c'était important pour elle d'avoir un tricycle (l'équivalent local d'un fauteuil roulant). À l'instar de nombreux transporteurs à la frontière, Maman Soki a contracté la polio dans l'enfance. Elle était en troisième année d'école primaire. À seulement 12 ans, elle a été obligée d'arrêter l'école, car ses parents refusaient de payer sa scolarité. Cela l'a beaucoup blessée : « J'étais complètement triste et désespérée. Un jour, j'ai tenté de m'empoisonner. La vie pour moi dans cet état me semblait inutile. Ce sont les gens de l'association des personnes handicapées qui m'ont redonné courage. Un jour, ils m'ont vue et sont venus m'expliquer que je pouvais travailler et avoir une vraie vie, se rappelle-t-elle. » Elle avait seize ans lorsque son père, à l'issue de discussions difficiles et grâce à l'intervention de sa mère, accepta de vendre une partie de ses terres pour lui acheter un tricycle. Seize ans plus tard, Maman Soki compte parmi les transporteuses les plus anciennes à la Petite Barrière, à Goma.

Coincée par sa corpulence dans son tricycle, elle se protège du soleil avec son parapluie arc-en-ciel. « C'est quand je suis avec mes enfants que je me sens vraiment heureuse, dit-elle. » Nous lui demandons si elle est mariée. « Quel homme voudrait d'une femme dans mon état ? demande-t-elle. J'ai quatre enfants de quatre pères différents. Ils sont tous partis à la nouvelle de ma grossesse. Pour un homme, c'est différent d'être handicapé. Il peut se trouver une femme à épouser. En revanche, pour une femme, être handicapée signifie rester seule. Mais j'ai réussi à survivre et à faire vivre ma famille. Ce n'est pas facile d'être une femme au Congo, et encore moins, d'être une femme handicapée. »

Maman Soki fait partie des
transporteuses les plus anciennes à la
Petite Barrière.
GISENYI, RWANDA.



Par le passé, les commerçants handicapés comme Maman Soki ont bénéficié d'un traitement préférentiel, tel qu'un taux de taxe différent. « C'était le bon temps pour nous, se souvient Damien. Nous pouvions même travailler à Kamembe au Rwanda. Mais la guerre a tout gâché, ajoute-t-il avec regrets. » Les tensions politiques dans la région ont poussé les pays à s'isoler et à adopter une attitude protectionniste. Le Rwanda, par exemple, a interdit aux transporteurs congolais de travailler sur son territoire, en vue de créer des perspectives d'emploi pour les Rwandais qui résident en zone frontalière.

Malgré son handicap, Damien inspire le respect. Dans ses yeux, on peut lire la confiance en soi ; il s'exprime calmement et posément. « C'est mon vélo », dit-il en montant sur son tricycle chargé de marchandises et prêt à être poussé par trois jeunes hommes. Pour 3 000 francs congolais ou plus, selon le poids, le transport peut être conclu en quelques minutes. Quand Damien créa l'association des transporteurs handicapés il y a 20 ans, son objectif était de permettre aux handicapés travaillant à la frontière de s'entraider, mais aussi de se conseiller. Ils ont baptisé l'association Mapendo (« l'amour » en swahili). Comme Damien l'explique : « Ce nom témoigne de la fraternité et de la solidarité que nous, les handicapés, avons les uns pour les autres. » Si une personne handicapée souhaite travailler à la frontière comme transporteur, elle doit adhérer à l'association et payer une cotisation qui sert à alimenter une caisse de solidarité : si l'un des adhérents connaît des difficultés particulières ou est confronté à des dépenses exceptionnelles telles qu'une maladie, une naissance, un baptême ou un mariage, il peut recevoir de l'aide grâce à cette caisse.

« Je commande le respect en tant que transporteur ; ce ne serait pas le cas, si je mendiais, dit Damien. »

FRONTIÈRE DE RUSIZI, BUKAVU, RDC



Les tracasseries à la frontière ne sont pas le seul problème qui menace les activités des petits commerçants. Les combats et tensions qui continuent de meurtrir la région ont des conséquences négatives sur leur commerce, allant même parfois jusqu'à son entière destruction. « La guerre nous vole toujours tout, déclare Maman Bahati. En temps de guerre, les entrepôts de denrées alimentaires sont la première chose à être pillés. Pour nous petits commerçants, cela signifie repartir de zéro à chaque fois. »

En raison de la présence de divers groupes armés et de la récurrence des affrontements entre diverses factions, les agriculteurs ont souvent du mal à accéder à leurs champs. En décembre 2013, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) estimait à 1,1 million le nombre de personnes déplacées, et ce pour la seule province du Nord-Kivu en RDC. À cause de l'insécurité, d'une forte chute de la productivité agricole et de l'état totalement délabré des routes, les provinces du Nord et Sud-Kivu dépendent du Burundi, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda pour leurs denrées alimentaires de base.

Cette interdépendance, c'est-à-dire ce besoin de commercer les uns avec les autres, maintient un lien et un attachement entre les populations de ces différents pays, malgré les politiques de leurs gouvernements respectifs. « Les Congolais font partie de nos clients les plus importants », constate Maman Shalom, une marchande de pommes de terre rwandaise au marché de Mbugangari à Gisenyi, dans l'ouest du Rwanda. Furaha, une vendeuse de tomates congolaise confirme : « Nous collaborons avec nos collègues du Rwanda. Il n'y a aucun problème entre nous. Nous nous entraisons souvent dans les situations difficiles. Pourquoi nos politiciens ne font-ils pas de même ? Il faut toujours qu'ils exacerbent les tensions entre nous. Nos gouvernements feraient mieux de prendre exemple sur nous. »

Une commerçante distribue de l'huile de palme prête à la vente.
PETITE BARRIÈRE, GOMA, RDC



M. LYDIA

Nolig...

LYDIA.

TEL: 472970726

Jay Ch...
CHRIS

Pour Espérance, une vendeuse de volailles, la vie est un combat de tous les jours. Elle tient le rôle de soutien de famille, et est la seule à subvenir aux besoins du ménage vu que son mari ne travaille pas. Chose assez exceptionnelle, la famille travaille en équipe. Kalembo, le mari, s'occupe des tâches ménagères et avoue aimer faire la cuisine (ce qui est assez inhabituel pour un Congolais). Espérance, de son côté, traverse la frontière pour acheter des poulets. Ses frères et sœurs aînés tiennent son stand au marché.

Espérance se repose un peu à la fin d'une longue journée de travail.

VILLAGE DE MUHANGU, BUKAVU, RDC



Le travail d'International Alert sur le commerce transfrontalier aide les commerçants à acquérir la confiance nécessaire pour exiger le respect de leurs droits. À l'heure actuelle, le climat de confiance à la frontière s'est amélioré entre les commerçantes et les agents aux frontières, et entre les commerçantes de différents pays. Elles collaborent plus volontiers, se font crédit, élaborent des stratégies communes pour faire face aux nouveaux problèmes et font preuve de solidarité entre elles. Leurs compétences et connaissances en affaires se sont améliorées : elles savent mieux quand épargner, acheter ou vendre leur stock, ce qui augmente leur capacité à se tourner vers des produits ayant une plus grande marge.

Cependant, certaines choses n'ont pas changé et de nombreux problèmes demeurent. « L'une de nos principales requêtes est l'affichage aux yeux de tous des taxes à la frontière pour que nous sachions ce que nous devons payer et à qui. Toutefois, les autorités ne l'ont pas encore fait, remarque Maman Chantal, une commerçante rwandaise. » « Mon plus gros souci reste le capital, déclare Dada Dorcas. » Les commerçants ont besoin de capitaux pour démarrer leur activité, mais la plupart disposent d'un capital ridiculement bas, tel que 50 ou 20 dollars, voire 15 dollars parfois. L'accès à des services abordables de microcrédit via des prêts collectifs à des coopératives pourrait donner aux commerçants les capitaux dont ils ont besoin pour développer leur activité. Ce qui fait rire un groupe de femmes « Chora Chora » à Goma : « Si l'on avait un tant soit peu de capitaux... nous deviendrions les patronnes ! »

Assya, vendeuse de farine et présidente de la coopérative des marchandes de farine transfrontalières, parle de ses difficultés quotidiennes.
GISENYI, RWANDA.



Les commerçants commencent à espérer que les choses peuvent changer. Maman Chantal explique : « Autrefois, cela pouvait être difficile pour une commerçante rwandaise de traverser la frontière et de se rendre au Congo. Si vous aviez un problème, personne ne vous aidait. Certaines d'entre nous avaient même peur de passer la frontière. Mais récemment, une commerçante rwandaise a eu un accident à Goma, et des Congolaises l'ont emmenée à l'hôpital. C'était la première fois qu'une telle chose se produisait. » Et Maman Bahati d'ajouter : « Il existe une réelle réciprocité entre nous. Les commerçantes rwandaises ont besoin de nous comme nous avons besoin d'elles. Quand vous êtes clientes depuis longtemps, vous devenez comme des sœurs. Là-bas au Rwanda, elles disent "Turikumwe", ce qui signifie littéralement "nous faisons une" ».

De Goma à Gisenyi, de Bukavu à Cyangugu, le souhait commun aux commerçants et commerçantes transfrontaliers originaires du Rwanda et de la RDC est, qu'un jour, les pays de la région connaissent la sécurité et une collaboration solide entre eux, et que leur commerce leur permette de les sortir, eux et leur famille, de la pauvreté.

Maman Bahati, commerçante congolaise,
prend le temps de jouer avec un de ses
petits-enfants.
BUKAVU, RDC



dénonce et J

ny no I denoué me a

mu me bu

طبسة

International Alert.

346 Clapham Road, London SW9 9AP, United Kingdom

Tel +44 (0)20 7627 6800, Fax +44 (0)20 7627 6900

info@international-alert.org

www.international-alert.org



[/InternationalAlert](https://www.facebook.com/InternationalAlert)



[@intalert](https://twitter.com/intalert)